

Le sondage

d'opinion réalisé

par l'ICPSI

en 1988

ON A SOUVENT ALLÉGUÉ QUE LA POPULATION canadienne ne s'intéressait pour ainsi dire pas aux questions de sécurité et de défense. C'est la raison pour laquelle on n'entend que peu d'opinions ou de débats éclairés à ce sujet et que le pays n'a jamais vraiment eu pour tradition de vouloir se doter d'une défense forte. D'après C.P. Stacey, le plus éminent historien militaire de notre pays, le Canada est une nation «non-militaire». La population canadienne, affirme-t-il, «semble répugner instinctivement à dépenser en temps de paix pour assurer sa préparation militaire.»

À première vue, les résultats du nouveau sondage d'opinion publique commandé par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales pourraient

LES CANADIENS ET LEUR DÉFENSE

La majorité des Canadiens et Canadiennes ne partagent plus des points de vue typiques de la guerre froide, mais ils sont malgré tout en faveur de l'Alliance occidentale et de la défense classique.

PAR DON MUNTON

sembler confirmer la thèse selon laquelle la défense et la sécurité sont des questions qui n'intéressent pas la population canadienne. Ainsi, elle voudrait que le Canada reste dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) mais elle rejette la doctrine fondamentale de l'Alliance en matière de défense de l'Europe. Elle dit approuver le niveau actuel, et même futur, des budgets de défense, mais ne serait pas prête à payer plus d'impôts s'il le fallait; elle estime que les réductions d'armements vont contribuer à renforcer et non à diminuer la sécurité.

En regardant d'un peu plus près les résultats du sondage, on ne peut pas vraiment parler, au sujet de la population canadienne et des questions de défense et de sécurité, d'ignorance ou d'incohérence, et encore moins de «non-militarisme», surtout dans le contexte de la situation du Canada en matière de sécurité. Si les questions de défense et de sécurité suscitent indéniablement beaucoup moins de controverse publique au Canada que dans de nombreux autres pays, cela ne veut pas nécessairement dire que la population canadienne ignore tout de ces questions ou que ses opinions en la matière se font au gré des événements.

Les résultats du sondage d'opinion publique dont il est ici question montrent qu'en fait, la population canadienne s'appuie, pour se faire une opinion en matière de défense et de sécurité, sur une certaine argumentation politico-stratégique. Ses attitudes dans ce domaine peuvent être analysées en fonction de quatre grandes questions : 1) Quelles sont les ententes que le Canada devrait avoir en matière d'alignement ou de défense? 2) Quel devrait être le niveau des dépenses affectées à la défense? 3) Quels moyens militaires le Canada peut-il et

doit-il avoir? 4) Quelles devraient être les grandes orientations de la politique à suivre?

On peut se demander, pour chacune de ces questions, quelle est à l'heure actuelle la position de l'opinion publique canadienne. Premièrement, il est utile de savoir ce que pense la population canadienne au sujet d'un certain nombre de questions de fond. Le sondage mené par l'ICPSI en 1988 confirme ce que celui de 1987 avait laissé entrevoir, à savoir que l'attitude de la population canadienne face aux questions de paix et de sécurité a profondément changé depuis les années 1960. Certains signes montrent de façon patente que sa perception des pays «amis» et «ennemis» a changé, et que la «menace» n'est plus ce qu'elle était dans les scénarios traditionnels de la guerre froide.

D'une façon générale, la population canadienne fait à peine plus confiance aux États-Unis qu'à l'Union soviétique lorsqu'il s'agit de déterminer lequel des deux pays est le plus à même de faire face aux problèmes mondiaux. De l'avis de la majorité des répondants, aucune des deux superpuissances ne veut réellement le désarmement, et près de la majorité d'entre eux estime ne pouvoir faire confiance ni à l'une ni à l'autre pour ce qui est du respect d'un quelconque accord de limitation des armements.

Si la moitié du public canadien est d'accord pour dire que «la puissance militaire soviétique est de plus en plus menaçante et représente pour l'Occident un danger réel et immédiat», l'autre moitié est d'avis contraire. Interrogés sur la question de savoir quel était, à leur avis, le plus grand danger pour la paix mondiale, 5 p. 100 seulement des répondants ont nommé l'URSS, tandis que la majorité a cité la course aux armements, la prolifération des armes nucléaires et les conflits régionaux extérieurs à l'Europe, comme celui du Moyen-Orient.

En outre, la majorité des répondants, soit 75 p. 100 d'entre eux, estime improbable, voire très improbable, une attaque soviétique contre l'Europe occidentale au cours des dix prochaines années; près de 80 p. 100 des personnes interrogées partagent un point de vue semblable au sujet d'une telle attaque contre l'Amérique du Nord. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en matière de sécurité, la population canadienne estime que le danger ne vient plus uniquement de Moscou; il ne vient même plus essentiellement de Moscou.

AUSI FONDAMENTAL ET DURABLE QU'IL PUISSE PARAÎTRE, ce changement n'a en rien ébranlé les convictions de la population canadienne en ce qui a trait à l'alignement international de son pays, qui faisait l'objet de la première question. Elle semble en effet être plus favorable que jamais à l'appartenance du Canada à l'OTAN. En fait, la proportion de répondants qui souhaiterait voir ce rôle diminuer n'est que de 20 p. 100, et elle est encore plus faible pour ce qui est de ceux qui voudraient voir le pays se retirer complètement de l'Alliance. La plupart des répondants (80 p. 100) rejettent l'idée de toute diminution du rôle du Canada. On constate là une évolution par rapport au sondage mené au Canada en 1984 par la *United States Information Agency* (USIA), dans le cadre duquel 89 p. 100 des personnes interrogées s'étaient déclarées contre le retrait du Canada de l'OTAN.

La population canadienne se déclare favorable au maintien, voire à l'accroissement, de la contribution

Il s'agit du deuxième sondage dans une série de sondages commandés et financés chaque année par l'ICPSI. Celui-ci a été conçu par l'auteur. Le présent article récapitule les premiers résultats rendus publics. Le sondage a été proposé par le Longwoods Research Group au cours des mois de juin et juillet 1988 à un échantillon national qu'on a voulu représentatif, constitué à partir d'une liste de 30 000 ménages dressée par la société Market Facts Ltd. Le sondage a été réalisé par courrier, et on a eu au total 1 002 répondants dont 573 avaient déjà pris part au sondage de 1987. Le taux de réponses a été en 1988 de 63 p. 100. La marge d'erreur compte tenu d'un échantillon de cette taille est de l'ordre de plus ou moins 3 p. cent, 95 fois sur 100. Pour les résultats complets du sondage et autres données techniques relatives notamment à l'échantillon, on se reportera au document de travail de l'ICPSI rédigé par Michael Driedger et Don Munton.